

24 mars 2021

Yémen : Recrutement par les milices houthistes

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Forces combattantes	4
2. Politique de recrutement.....	4
3. Recrutement de déserteurs, détenus et migrants	6
4. Scissions et défections au sein du camp houthiste.....	6
5. Recrutement de mineurs	7
Bibliographie	9

Résumé : Le gouvernement de fait dominé par le mouvement Ansar Allah (houthiste), qui domine la capitale, Sanaa, et les régions les plus peuplées du pays depuis le début de la guerre civile en 2014, dispose de forces armées évaluées à 200 000 hommes, venues pour un tiers de la défection des forces régulières et deux tiers de recrutements opérés depuis le début du conflit par des dignitaires houthistes, des chefs tribaux et autres personnalités. Les miliciens sont recrutés pour une durée de six à huit mois. Le recrutement touche la plupart des milieux sociaux, principalement les jeunes de familles très pauvres. Il repose sur l'endoctrinement, l'appel aux loyautés tribales, la menace, les incitations matérielles, parfois la tromperie ou l'enlèvement. Des déserteurs de l'armée gouvernementale, des détenus sortis de prison, des migrants africains peuvent être enrôlés. 10 000 à 30 000 mineurs ont été recrutés par les milices houthistes depuis le début du conflit.

Abstract : The de facto government dominated by the Ansar Allah (Houthi) movement, which has dominated the capital, Sana'a, and the most populous regions of the country since the start of the civil war in 2014, has armed forces estimated at 200,000 men, one third of the defection of the regular forces and two thirds of recruitments made since the beginning of the conflict by Houthi dignitaries, tribal chiefs and other personalities. The militiamen are recruited for a period of six to eight months. Recruitment affects most social circles, mainly young people from very poor families. It is based on indoctrination, appeal to tribal loyalties, threat, material inducement, sometimes deception or kidnapping. Deserters from the government army, detainees released from prison, African migrants can be recruited. 10,000 to 30,000 minors have been recruited by Houthi militias since the start of the conflict.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

Rappel :

Le Yémen est marqué depuis les années 1960 par une série de guerres civiles aux fondements divers, notamment le clivage entre les deux principales communautés religieuses : sunnites chaféites et chiites zaydites. A partir des années 2000, le régime du président Ali Abdallah Saleh (au pouvoir depuis 1978, d'origine zaydite, mais ne se réclamant pas de cette confession) est confronté à un mouvement de contestation zaydite connu sous le nom de « mouvement de la Jeunesse croyante » (Al-Shabab al-Muminin). En 2004, l'assassinat de son fondateur, le député Hussein Badreddine al-Houthi, tué par les forces gouvernementales, donne lieu à un mouvement insurrectionnel dans la province de Saada (nord du pays) sous le nom d'Ansar Allah ou Ansarullah (« Partisans de Dieu ») dirigé par Abdul-Malik al-Houthi, frère du leader assassiné. En raison du rôle prédominant de la famille al-Houthi, les partisans d'Ansar Allah sont désignés comme « houthistes » ou « houthis ».

A partir de 2011, le conflit entre insurgés zaydites et forces gouvernementales se double de l'émergence d'un mouvement islamiste sunnite hostile au chiisme. Entre janvier et novembre 2011, des manifestations populaires, dans le prolongement des printemps arabes, entraînent la chute du président Ali Abdallah Saleh. Le gouvernement de transition dirigé par l'ancien vice-président Abderrabbo Mansour Hadi se révèle incapable d'apporter une réponse durable aux clivages politiques, régionaux et communautaires.

En septembre 2014, une insurrection éclate rassemblant houthistes et partisans de l'ex-président Ali Abdallah Saleh. Au cours de l'année 2015, les insurgés s'emparent de Sanaa, la capitale, et des provinces abritant la plus grande partie de la population du pays.

A partir de mars 2015, une coalition militaire de plusieurs pays arabes, sous la conduite de l'Arabie saoudite, intervient en soutien du président Abderrabbo Mansour Hadi et du gouvernement internationalement reconnu (GIR), tandis qu'Ali Abdallah Saleh et les houthistes bénéficient du soutien de l'Iran. Le pays se trouve alors divisé entre le GIR, qui reprend la ville d'Aden où il établit sa capitale provisoire, et la coalition des « comités populaires » favorables à Ali Abdallah Saleh. L'enlisement du conflit favorise par ailleurs la montée de mouvements armés djihadistes sunnites, Al-Qaïda dans la Péninsule arabique (AQPA) puis l'Etat islamique (EI, Daech) ¹.

Ali Abdallah Saleh est tué par ses ex-alliés houthistes en décembre 2017. Ces derniers exercent toujours une autorité de fait sur Sanaa et le nord-ouest du pays, où vit 70% de la population, et sont soumis à un blocus. Le GIR a établi sa capitale nominale à Aden mais, en fait, réside essentiellement à Riyad (Arabie saoudite) sous la tutelle des Saoudiens qui lui assurent financement et soutien armé tandis qu'un autre Etat de la région, les Emirats arabes unis, intervient militairement dans les provinces du Sud en soutenant un mouvement séparatiste, le Conseil de transition du Sud (CTS). La Coalition saoudienne a renforcé son engagement militaire, d'abord par des bombardements aériens puis, à partir de juin 2018, en soutenant une offensive de l'Armée nationale yéménite (ANY, forces du GIR) sur Hodeïda, principal port sur la mer Rouge par lequel transite une large part de l'approvisionnement du pays. Des accords signés sous l'égide des Nations unies, en décembre 2018 à Stockholm entre le GIR et les houthistes, en novembre 2019 à Riyad entre le GIR et le CTS, n'ont pas permis un apaisement durable. Les affrontements se poursuivent à la fin de 2020, principalement autour de Hodeïda, Taïz, Marib et Jawf (entre les forces du GIR et des houthis) et Abyan (entre le GIR et le CTS). La situation humanitaire reste critique et 80% de la population dépend de l'aide humanitaire².

Les informations sur le conflit yéménite viennent en partie soit d'institutions et médias liés au gouvernement internationalement reconnu (GIR) et de ses alliés saoudiens et émiratiens, soit de sources proches des autorités de fait houthistes ; dans le contexte très polarisé du conflit en cours, elles sont à prendre sous toutes réserves.

¹ DIDR, 24/06/2016, [url](#)

² Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (France), « Yémen - Éléments d'actualité », m. à j. le 27/11/2020, [url](#)

1. Forces combattantes

Selon les données collectées en février 2021 par l'ONG ACLED, spécialisé dans l'étude des conflits à partir de sources ouvertes, les différentes milices houthistes totalisent environ 200 000 hommes, dont un tiers sont issus de la défection des forces régulières en 2015 et deux tiers de recrutements opérés depuis le début du conflit par des dignitaires houthistes, des chefs tribaux et autres personnalités opérant de façon relativement autonome³. Une étude de l'institut *Chatham House*, en 2019, décrit l'appareil militaire houthiste comme un système « hybride » associant des éléments de l'ancienne armée régulière à des milices houthistes aguerries, ayant repoussé six offensives de l'armée régulière lors de la guerre de Saada entre 2004 et 2010. Les forces houthistes sont capables de déployer rapidement des forces sur les différents fronts et de mener aussi bien des opérations de police que des offensives d'une certaine ampleur en utilisant des blindés et des missiles antichar ; leurs combattants ont un bon niveau de motivation, avec la conviction de mener une guerre de défense nationale contre les Etats-Unis, Israël et l'Arabie saoudite⁴. Le chercheur américain Michael Horton, de l'institut *Jamestown Foundation*, dans un article publié en juin 2020, souligne le degré élevé de résilience des forces combattantes houthistes qui, après avoir fait face à plusieurs années de blocus, bombardements et offensives terrestres menées par la coalition saoudienne, sont toujours en mesure de défendre leur territoire et mener des contre-attaques. Ces forces fonctionnent comme un ensemble de petite unités très mobiles et largement autonomes, se déplaçant continuellement et évitant les contacts radio ou téléphoniques pour déjouer la surveillance aérienne, satellitaire et électronique de l'adversaire. L'encadrement constitue une « méritocratie » où chaque chef, jusqu'au niveau du sous-officier, doit gagner le respect de ses hommes et la confiance de la population locale qui lui fournit du ravitaillement et des informateurs. Les miliciens peuvent se disperser pour se fondre dans la population civile où le port d'armes, notamment du fusil automatique Kalachnikov, est une pratique courante, et se regrouper rapidement pour des opérations de combat⁵.

2. Politique de recrutement

Selon un rapport publié en avril 2019 par le Bureau européen d'appui pour l'asile (EASO), le recrutement de nouveaux combattants par les milices houthistes s'opère par une combinaison de « quotas de recrutement imposés aux chefs tribaux et représentants locaux, diffusion de propagande et d'endoctrinement religieux, libération de prisonniers [en échange de leur enrôlement], recrutements aux points de contrôle, avec des degrés variés de contrainte⁶ ». Le chercheur Michael Knight, du *Washington Institute for Near East Policy*, définit l'argumentaire des recruteurs houthistes comme « un mélange d'endoctrinement, de machisme, d'aide matérielle et de menace⁷ ».

Les milices houthistes, depuis le début de la guerre civile en 2014, ont recruté dans toutes les provinces sous leur contrôle et toutes les communautés religieuses ; il leur arrive de recruter des femmes.

En septembre 2017, Abdulmalik al-Houthi, un des principaux dirigeants houthistes, annonce son intention de rétablir le service militaire obligatoire⁸ ; cette annonce ne semble pas avoir été suivie d'effet. En février 2018, le même dirigeant lance une grande campagne de recrutement centrée sur les communautés tribales. Les résultats étant insuffisants, les houthistes élargissent leur « campagne nationale de recrutement volontaire » en ouvrant de nouveaux centres de recrutement dans les provinces d'al-Mahwit, Amran, Dhamar, Hajjah, Ibb et Rimah, avec des tournées de propagande dans les écoles et les mosquées, visant « les mineurs, chômeurs et groupes marginalisés⁹ ».

L'agence pro-houthiste SABA, dans une dépêche publiée le 12 juillet 2018, décrit ainsi une campagne de recrutement menée dans le gouvernorat d'Ibb avec le concours des cheikhs tribaux¹⁰ :

³ ACLED, 09/02/2021, [url](#)

⁴ Chatham House, 09/2019, [url](#)

⁵ HORTON Michael, Jamestown Foundation, 29/06/2020, [url](#)

⁶ EASO, 08/04/2019, [url](#)

⁷ EASO, 08/04/2019, [url](#)

⁸ Anadolu Ajansi, 14/09/2017, [url](#)

⁹ EASO, 08/04/2019, [url](#)

¹⁰ DIDR, Ofpra, 05/07/2019, [url](#)

« lbb annonce une mobilisation publique pour repousser la coalition conduite par les Saoudiens. Le peuple et les cheikhs du gouvernorat d'Ibb ont tenu jeudi [12 juillet] des rassemblements de masse des tribus pour annoncer une mobilisation publique afin de renforcer l'armée yéménite contre l'escalade conduite par la coalition conduite par les Saoudiens sur la côte ouest. Les manifestations se sont tenues à Yarim, al-Radmah, al-Sadah et al-Nadarah. Les participants ont dénoncé les crimes de guerre commis par les avions de combat de la coalition contre le peuple yéménite. Les foules ont réaffirmé [leur volonté] d'envoyer des combattants pour renforcer l'armée afin de repousser les envahisseurs et défendre le pays. Les manifestations ont insisté sur l'importance d'unifier le front intérieur pour faire face aux occupants et à leurs plans visant le Yémen¹¹. »

En mars 2021 dans le gouvernorat de Taïz, une nouvelle campagne de recrutement prend la forme de réunions de sensibilisation, sous le nom de « Journée nationale de la Résilience », rassemblant « les prédicateurs, les conseillers, les éducateurs et les personnalités sociales », notamment des membres du Conseil de la Choura, pour les inciter à « soutenir les combattants aux fronts en argent et en hommes » dans les districts d'Al-Taiziah, Haifan, Mawiah, Shaar Al-Rownah, Saber Al-Mawadim et Maqbana¹². Le Conseil de la Choura ou Conseil de consultation (en arabe : *Majlis al-Choura*) est une assemblée consultative de 111 membres nommés par le président de la République parmi les chefs tribaux, cadis (juges en droit islamique) et *seyyids* (descendants du Prophète)¹³.

D'autres filières de recrutement sont employées : en juin 2020, selon le site de l'Armée nationale yéménite dépendant du gouvernement internationalement reconnu (GIR), l'Union des enseignants yéménites, association faisant allégeance aux houthistes, appelle ses membres à aller combattre sur le front de Raimah¹⁴.

Les « superviseurs » houthistes (en arabe : « *mushrifeen* ») recherchent principalement les hommes de 18 à 22 ans, parfois plus jeunes ; la plupart des recrues viennent des familles pauvres à faible niveau d'éducation ; elles s'enrôlent souvent par groupes de jeunes issus de la même famille ou du même village¹⁵. En principe, les miliciens sont recrutés pour une durée de six à huit mois puis libérés¹⁶.

La motivation financière joue un rôle important : en 2018, un milicien houthiste touche 30 000 à 40 000 rials yéménites par mois, soit 110 à 140 euros ; en cas de décès la famille reçoit un versement de 30 000 rials par l'intermédiaire de la « Fondation des martyrs », un des services de l'administration houthiste¹⁷.

Les autorités houthistes obtiennent la coopération des chefs tribaux en leur offrant de l'argent, des armes et des fonctions officielles dans le Conseil de Choura et les institutions provinciales¹⁸.

Les milices houthistes tiennent des points de contrôle à la limite des zones contrôlées par le GIR et autour des villes assiégées ; les hommes interceptés lors de ces contrôles peuvent être accusés de « désertion » et sommés de s'enrôler sous peine de mort ou de séquestration¹⁹.

En février 2021, Michael Horton note que les houthistes ont de plus en plus de mal à recruter et à remplacer les combattants tués sur le front de Marib ; les pertes élevées et le défaut de paiement de la solde affectent le moral des combattants qui sont plus enclins à désertir²⁰.

¹¹ SABA, "12/07/2018, [url](#)

¹² SABA, 21/03/2021, [url](#)

¹³ Fanack, "Governance & Politics of Yemen », 28/07/2020, [url](#)

¹⁴ Yemen National Military Web, 23/06/2020, [url](#)

¹⁵ EASO, 08/04/2019, [url](#)

¹⁶ ACLED, 09/02/2021, [url](#)

¹⁷ EASO, 08/04/2019, [url](#)

¹⁸ EASO, 08/04/2019, [url](#)

¹⁹ EASO, 08/04/2019, [url](#)

²⁰ HORTON Michael, Jamestown Foundation, 26/02/2021, [url](#)

3. Recrutement de déserteurs, détenus et migrants

Les milices houthistes, depuis le début du conflit, s'efforcent de provoquer des défections au sein du camp adverse. Les médias houthistes annoncent volontiers le ralliement des « hommes trompés²¹ » ayant fait défection des forces du GIR²². Une « loi d'amnistie » permet à ces transfuges de revenir en zone houthiste où ils disposent d'un numéro vert (n°176) pour être pris en charge par un « Centre national pour les rapatriés²³ ».

D'après un rapport du think tank *Center for Strategic and International Studies* (CSIS) publié en 2016, les jeunes soldats de l'Armée nationale yéménite (ANY) se laissent facilement inciter à rejoindre les rangs houthistes contre la promesse d'une solde double ou à la suite de menaces de mort²⁴. De telles défections sont annoncées à plusieurs reprises entre janvier et mars 2021²⁵. Le 13 février, le général-major Abdullah Yahya al-Hakim, chef du service de renseignement houthiste, déclare que 20 000 « hommes trompés » venus des forces du GIR ont rejoint les rangs houthistes depuis une date non précisée et insiste sur l'importance de ces ralliements qui peuvent favoriser d'autres défections au sein de l'ANY : « Cette bataille n'est pas purement militaire mais une bataille sur tous les plans qui nécessite l'emploi de tous les moyens disponibles pour affaiblir et influencer l'ennemi²⁶ ».

En 2018, une source de presse signale le recrutement forcé de détenus de la prison centrale de Hodeïda²⁷. Le 21 février 2021, les miliciens houthistes prennent d'assaut la prison centrale de Marib, tenue par le GIR, pour libérer des détenus²⁸ : d'après le ministère de l'Intérieur houthiste cité par le média *Daily Yemen*, il s'agit de 9 prisonniers qui risquaient d'être livrés aux forces saoudiennes ; le porte-parole houthiste « félicite les honorables habitants de Marib qui ont contribué au succès de l'opération²⁹ ».

Le recrutement touche aussi des étrangers, notamment des réfugiés et migrants illégaux venus de la Corne de l'Afrique³⁰.

4. Scissions et défections au sein du camp houthiste

Il n'est pas rare que des tensions et des affrontements opposent entre eux les différents groupes houthistes et tribus alliées. Les affrontements les plus violents surviennent en 2017 lorsque la rupture entre les houthistes et l'ex-président Ali Abdallah Saleh, tué le 4 décembre 2017, entraîne la défection de son neveu Tareq Saleh, commandant de la Garde présidentielle. ACLED recense 10 affrontements internes (entre groupes houthistes et alliés dont les partisans d'Ali Abdallah Saleh) en 2015, autant en 2016, 28 en 2017, 15 en 2018, 31 en 2019 et 42 en 2020³¹.

Tareq Saleh, après sa rupture avec les houthistes, s'installe avec ses partisans dans le gouvernorat de Taïz et constitue une milice autonome, nominalement alliée du GIR et financée par les Emirats arabes unis³². Cette unité, la Force de résistance nationale, opérant sur la côte ouest, se compose principalement d'anciens membres de la Garde présidentielle et semble d'une loyauté incertaine ; en juillet 2020, les autorités houthistes annoncent qu'un de ses officiers, Al-Abyadh, est repassé dans leur camp « pour combattre l'occupation³³ ».

²¹ En arabe : « *makhdu* » ; en anglais : « *mislead people* ».

²² Anadolu Ajansi, 01/07/2020, [url](#)

²³ SABA, 31/01/2021, [url](#)

²⁴ European Asylum Support Office (EASO), 15/10/2019 p. 2, [url](#)

²⁵ SABA, 15/03/2021, [url](#) ; SABA, 02/03/2021, [url](#) ; SABA, 11/02/2021, [url](#) ; SABA, 03/02/2021, [url](#) ; SABA, 02/02/2021, [url](#) ; SABA, 31/01/2021, [url](#)

²⁶ Ansarollah.com, 14/02/2021, [url](#)

²⁷ EASO, 08/04/2019, [url](#)

²⁸ HORTON Michael, Jamestown Foundation, 26/02/2021, [url](#)

²⁹ Daily Yemen, 22/02/2021, [url](#)

³⁰ Al Arabiya, 17/03/2021, [url](#) ; HORTON Michael, Jamestown Foundation, 26/02/2021, [url](#) ; Al Anba, 19/08/2020, [url](#)

³¹ ACLED, 09/02/2021, [url](#)

³² Middle East Eye, 26/07/2020, [url](#)

³³ Anadolu Ajansi, 01/07/2020, [url](#)

5. Recrutement de mineurs

Un rapport de l'ONG Euro-Mediterranean Human Rights Monitor (Euro-Med Monitor), publié en février 2021 et consacré au recrutement de mineurs par les milices houthistes, rappelle qu'un tel recrutement constitue une grave violation des droits des enfants, qu'il est condamné par la Convention de Genève de 1977 et son protocole additionnel de 2000, et considéré comme crime de guerre par le statut de la Cour pénale internationale³⁴.

L'enrôlement de mineurs de moins de 15 ans n'était pas rare dans l'armée régulière yéménite sous la présidence d'Ali Abdallah Saleh (de 1978 à 2011), les chefs tribaux fournissant des enfants en échange de versements financiers, mais il a fortement décliné après 1991 avec la signature par le Yémen de la Convention internationale des droits des enfants³⁵ ; en revanche, le recrutement de mineurs est pratiqué par les milices houthistes dans des affrontements locaux dans le gouvernorat de Hajjah en 2012 et le secteur de Dammaj (gouvernorat de Saada) en 2013, puis à grande échelle à partir de 2014, dans leurs combats contre les forces du GIR et la coalition conduite par l'Arabie saoudite³⁶.

Le nombre de mineurs au sein des forces houthiste fait l'objet d'estimations très variables : 1 500 en 2017 d'après la Mission des Nations unies au Yémen, 1 900 en 2018 d'après l'ONG yéménite Mwatana, ce nombre restant stable en 2019 et 2020. Un reportage de l'agence américaine Associated Press estime à 18 000 le nombre total de mineurs recrutés de 2014 à 2018. Au début de 2021, le ministère yéménite des Droits de l'homme parle de 30 000 mineurs recrutés par les houthistes depuis 2014³⁷, chiffre repris en février 2021 par un site web de l'Armée nationale yéménite³⁸. L'étude publiée en février 2021 par Euro-Med Monitor, d'après les chiffres collectés dans 19 gouvernorats, estime que 10 333 mineurs ont été recrutés depuis 2014 dont 248 âgés de 8 à 11 ans, 3 838 de 12 à 14 ans et 6 247 de 15 à 17 ans³⁹. Le rapport donne les chiffres du recrutement par âge et par gouvernorat ; six gouvernorats fournissent plus de 500 recrues mineures : Omran, Sanaa (campagne), Dhamar, Taïz, Amanah (Sanaa-ville), Saada et Hajjah⁴⁰. De 2018 à 2020, les houthistes entretiennent 52 camps d'entraînement⁴¹.

Parmi les mineurs recrutés figurent, entre juin 2015 et juin 2020, 34 filles de 13 à 17 ans employées comme combattantes, gardes, personnel paramédical et membres des *zaynabiyat* (police idéologique féminine)⁴².

Les recrues viennent de milieux sociaux variés : Euro-Med Monitor estime que sur 9 895 enfants dont le milieu d'origine est connu, 5 213 viennent de familles « extrêmement pauvres », 2 839 de familles « à faible revenu » et 1 843 de familles « de revenu moyen ». Sur 10 255 enfants recrutés en trois ans, 6 745 l'ont été par incitation, 2 039 par intimidation, 639 par tromperie et 832 par enlèvement⁴³. Des recrutements ont été pratiqués dans 150 écoles, souvent avec le concours de recruteurs adolescents formés à cet effet⁴⁴. Il arrive que des mineurs soient enrôlés par les services du ministère de l'Intérieur qui leur font croire qu'ils n'auront qu'un service de garde dans leur localité, puis envoyés sur le front⁴⁵. Une famille en état de détresse économique peut accepter de remettre son enfant aux recruteurs pour bénéficier de la solde de 150 dollars par mois (126 euros), ou d'autres avantages matériels⁴⁶.

³⁴ Euro-Mediterranean Human Rights Monitor, 02/2021, p. 34-36, [url](#)

³⁵ Euro-Mediterranean Human Rights Monitor, 02/2021, p. 4, [url](#) ; cf. UNICEF, 19/11/2019, [url](#)

³⁶ Euro-Mediterranean Human Rights Monitor, 02/2021, p. 4-5, [url](#)

³⁷ Euro-Mediterranean Human Rights Monitor, 02/2021, p. 5, [url](#)

³⁸ Yemen National Military Web, 15/02/2021, [url](#)

³⁹ Euro-Mediterranean Human Rights Monitor, 02/2021, p. 5, [url](#)

⁴⁰ Euro-Mediterranean Human Rights Monitor, 02/2021, p. 10, [url](#)

⁴¹ Euro-Mediterranean Human Rights Monitor, 02/2021, p. 15, [url](#)

⁴² Euro-Mediterranean Human Rights Monitor, 02/2021, p. 7, [url](#)

⁴³ Euro-Mediterranean Human Rights Monitor, 02/2021, p. 15, [url](#)

⁴⁴ Euro-Mediterranean Human Rights Monitor, 02/2021, p. 7, [url](#)

⁴⁵ Euro-Mediterranean Human Rights Monitor, 02/2021, p. 7, [url](#)

⁴⁶ Euro-Mediterranean Human Rights Monitor, 02/2021, p. 7, [url](#)

En général, les jeunes sont soumis à un programme d'endoctrinement de trois semaines à un mois, comprenant la lecture de textes de Hussein al-Houthi, fondateur d'Ansar Allah tué en 2004, et de son frère Abdulkmalik al-Houthi, actuel chef du mouvement, puis envoyés dans un camp d'entraînement pour une formation militaire d'un mois où ils apprennent l'usage des armes, des mines terrestres et des engins explosifs artisanaux, ainsi que les techniques de camouflage, reconnaissance et transport de messages. Ils sont ensuite envoyés sur le front ou à proximité, pour poser des champs de mines et monter la garde. Ils peuvent aussi être chargés de transporter les armes et les approvisionnements en terrain montagneux⁴⁷.

Les communiqués des autorités de fait houthistes donnent souvent le nom et l'âge des combattants tués sur les différents fronts : le rapport d' Euro-Med Monitor donne une liste de 11 mineurs de 11 à 17 ans tués dans les seuls mois de juillet et août 2020 dans les gouvernorats de Mahwit, Amanah, Dhamar, Hajjah, Saada, Sanaa, Hodeïda, Ibb, Taïz, Al Jawf, Marib et Omran ; quelques-uns d'entre eux, âgés de 15 à 17 ans, sont présentés comme « commandants sur le terrain⁴⁸ ».

Des recrutements de mineurs sont également pratiqués par les autres parties du conflit. Le groupe de travail du Conseil de sécurité des Nations unies, dans un rapport publié en avril 2020, attribue de telles pratiques, outre les houthistes, aux forces du GIR, aux pays de la coalition arabe, aux milices pro-gouvernementales y compris les groupes salafistes et les comités populaires, aux forces de la Ceinture de sécurité (coalition active dans le sud-est du pays), ainsi qu'à la coalition djihadiste comprenant Ansar al-Charia et Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA)⁴⁹. Euro-Med Monitor cite les forces du GIR et milices alliées, le Conseil de transition du Sud et les pays de la coalition arabe⁵⁰.

⁴⁷ Euro-Mediterranean Human Rights Monitor, 02/2021, p. 13-14, [url](#)

⁴⁸ En anglais : « Field commander ». Euro-Mediterranean Human Rights Monitor, 02/2021, p. 28 à 33, [url](#)

⁴⁹ UN Security Council, Working Group on Children and Armed Conflict, 08/04/2020, [url](#)

⁵⁰ Euro-Mediterranean Human Rights Monitor, 02/2021, p. 6, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en mars 2021.

Document OFPRA

DIDR, « Yémen : Situation sécuritaire dans le gouvernorat d'Ibb », Ofpra, 05/07/2019, https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/1907_ymn_situation_securitaire_ibb.pdf

DIDR, « Situation sécuritaire dans le gouvernorat de Taïz », OFPRA, 24/06/2016, https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/9_didr_yemen_situation_securitaire_dans_le_gouvernorat_de_taiz_ofpra_24062016.pdf

Organisation intergouvernementale

European Asylum Support Office (EASO), "1.Background on the Yemeni armed forces 2.Information on the compulsory military service 3.Information on the recruitment of returnees and whether they are forced to join the military upon their return [Q23-2019]", 15/10/2019, https://www.ecoi.net/en/file/local/2018892/2019_10_17_EASO_COI_Query_Yemen_Conscription_Q23.pdf

UN Security Council, Working Group on Children and Armed Conflict, "Conclusions on children and armed conflict in Yemen", 08/04/2020, <https://www.undocs.org/S/AC.51/2020/1>

UNICEF, "30 Years of Child Rights Yet Yemen Remains One of the Worst Places to be a Child-UNICEF", 19/11/2019, <https://www.unicef.org/yemen/press-releases/30-years-child-rights-yet-yemen-remains-one-worst-places-be-child-unicef>

Institutions nationales

Yemen National Military Web, "Yemen calls on int'l community to stop Houthis recruiting children", 15/02/2021, <https://en.26sepnews.net/2021/02/15/yemen-calls-on-intl-community-to-stop-houthis-recruiting-children/>

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (France), « Yémen - Éléments d'actualité », m. à j. le 27/11/2020, <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/yemen/presentation-du-yemen/>

Yemen National Military Web, "Houthi militia imposes thousands of teachers to join battlefronts", 23/06/2020, <https://en.26sepnews.net/2020/06/23/houthi-militia-imposes-thousands-of-teachers-to-join-battlefronts/>

Organisations non gouvernementales

ACLEDD, "The Myth of Stability: Infighting and Repression in Houthi-Controlled Territories", 09/02/2021, <https://acleddata.com/2021/02/09/the-myth-of-stability-infighting-and-repression-in-houthi-controlled-territories/>

Euro-Mediterranean Human Rights Monitor, "Militarized Childhood: A report on the Houthis' recruitment of Yemeni children during war", 02/2021, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/childrenyemenrepen.pdf>

Think tanks

HORTON Michael, "Yemen's Fate Hinges on The Battle for Marib; Terrorism Monitor Volume: 19 Issue: 4", Jamestown Foundation, 26/02/2021,
<https://www.ecoi.net/en/document/2046819.html>

HORTON Michael, "Hot Issue – The Houthi Art of War: Why They Keep Winning in Yemen", The Jamestown Foundation, 29/06/2020,
<https://jamestown.org/program/hot-issue-the-houthi-art-of-war-why-they-keep-winning-in-yemen/>

Chatham House, "Between Order and Chaos; A New Approach to Stalled State Transformations in Iraq and Yemen", 09/2019,
<https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/2019-09-05-StateTransformationsIraqYemen.pdf>

Médias

SABA, « Activités de journée nationale de la Résilience dans districts de Taiz lancées », 21/03/2018,
<https://www.saba.ye/fr/news3133315.htm>

Al Arabiya, "'Death to America, Israel': Video shows how Houthis recruit African migrants", 17/03/2021,
<https://english.alarabiya.net/News/gulf/2021/03/17/-Death-to-America-Israel-Video-shows-how-Houthis-recruit-African-migrants>

SABA, « Gouverneur de Dhamar reçoit 8 auparavant trompés », 15/03/2021,
<https://www.saba.ye/fr/news3132566.htm>

Daily Yemen, "Houthis Freed Captives From Prison Inside Marib City", 22/02/2021,
<https://www.dailyyemen.net/2021/02/22/houthis-freed-captives-from-prison-inside-marib-city/>

SABA, « Dix rapatriés de trompés par coalition regagne gouvernorat de Marib », 11/02/2021,
<https://www.saba.ye/fr/news3128099.htm>

SABA, « 12 personnes trompées par la coalition reviennent à Sanaa », 03/02/2021,
<https://www.saba.ye/fr/news3127130.htm>

SABA, « Retour de dix combattants des camps d'agression, y compris des officiers, à Sana », 02/02/2021,
<https://www.saba.ye/fr/news3126981.htm>

SABA, « 11 personnes trompées libérées à Sanaa », 31/01/2021,
<https://www.saba.ye/fr/news3126660.htm>

Middle East Eye, "Long the enemy, Emirati cash is buying Tareq Saleh new friends in Taiz", 26/07/2020,
<https://www.middleeasteye.net/news/tareq-saleh-yemen-finds-supporters-taiz>

Al Anba, "nashitun : mlyshyat alhawthayi tajanad muhajirin 'afariqatan ilmusharakat fi harbiha ealaa alyamaniyn al'anba' awnalaynaghsts" ["Militants: la milice houthiste recrute des immigrants africains pour participer à sa guerre contre les Yéménites"], 19/08/2020,
<https://sahafatak.net/show2254086.html>

Fanack, "Governance & Politics of Yemen », 28/07/2020,
<https://fanack.com/yemen/governance-and-politics-of-yemen/>

Anadolu Ajansi, "Yemen rebels say UAE-backed commander defects", 01/07/2020,
<https://www.aa.com.tr/en/middle-east/yemen-rebels-say-uae-backed-commander-defects/1895770>

SABA, "IBB announces public mobilization to deter Saudi-led coalition", 12/07/2018,
<https://www.saba.ye/en/news501766.htm>

Anadolu Ajansi, « Yémen : Les Houthis comptent recourir aux conscriptions obligatoires », 14/09/2017, <https://www.aa.com.tr/fr/politique/y%C3%A9men-les-houthis-comptent-recourir-aux-conscriptions-obligatoires-910585>

Autres

Ansarollah.com, “Al-Hakim: Return Of 20,000 Of Mismatch People Is A Message For Those Still In The Aggression’s Rank”, 14/02/2021, <https://www.ansarollah.com/archives/411519>